

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Le-totalitarisme-corporate-ploutocratique>

Le totalitarisme corporate ploutocratique

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 12 août 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'article de Julio Maier publié [le 7 août](#) me renvoie à de nouvelles précisions. En principe, je ne crois pas que la pathologie judiciaire - que Julio souligne adroitement - relève du droit comme savoir (ou science si on préfère), mais du pouvoir, auquel le droit est inextricablement lié.

Le droit fut travaillé avec une méthode, mais dans un contexte de pouvoir qui aujourd'hui n'est pas le même, et le changement brutal auquel nous assistons, déconcerte. Le droit n'échoue pas, mais le pouvoir change : on a installé une *nouvelle noblesse* planétaire et nous devons former des juristes pour les peuples, capables de résister à son totalitarisme.

La méthode conserve sa validité, bien qu'elle doive s'appliquer à une autre réalité, qui n'est pas un produit national mais planétaire, qui a un impact sur le droit de par son lien avec le pouvoir. Il est essentiel donc de comprendre ce changement pour appréhender le travail juridique que nous avons devant nous.

La *Troisième Position* péroniste [ou autre] est le bon point de point de départ pour cela : elle repoussait le totalitarisme stalinien et aussi le capitalisme qui exploitait l'homme par l'homme. Ce que l'on n'a pas pu voir à ce moment là, fut que le premier était un totalitarisme en acte, mais que le deuxième l'était aussi, bien qu'encore assez potentiellement.

Avec l'implosion du premier, le deuxième déploie toutes ses fonctionnalités totalitaires, anéantissant même la moindre tentative solidaire. Il remplace les soviets et les comités par les Ceos des multinationales. On ne peut cesser d'attirer l'attention sur la rapidité avec laquelle les régimes du totalitarisme implosé se sont adaptés au nouveau.

La démocratie se pervertit : les hommes politiques des pays siège des principaux Ceos sont aujourd'hui de simples gérants de leurs intérêts (les nôtres sont des Ceos de deuxième classe), les monopoles médiatiques, sans limite éthique, mentent, diffament, formatent la subjectivité et créent une réalité, les états sont leurs marionnettes qui, si elles les gênent, sont détruites ou corrompues. Ainsi se concentre dans le 1 % de l'humanité, l'équivalent de ce que la plus pauvre moitié de notre espèce dépense pour subsister (ou mourir patiemment). Deux tiers de l'humanité sont en état de nécessité et un tiers dépense ce dont il n'a pas besoin pour vivre.

Le catéchisme idéologique du totalitarisme *corporate* (baratin de Hayek et de Friedman) est la version laïque de la *Divine Providence*, réinventée comme main invisible du marché, qui avec une effronterie incroyable usurpe le nom du vieux libéralisme, mais est récité par des dictateurs, anéantit la vie et la liberté des êtres humains, et légitime la destruction accélérée des conditions d'habitabilité humaine de la planète.

L'actuel totalitarisme ploutocratique *corporate* aspire à ce que les sociétés tolèrent 70 % d'exclus. Comme, pour les contenir, le formatage des monopoles des médias n'est pas suffisant, on a recours à la répression qu'il légitime en avouant son idéal totalitaire dans une [dystopie](#) d'ordre : une société avec une sécurité totale, libre de toute menace, avec une prévention extrême, une tolérance zéro, une suppression de la vie privée, de la surveillance et du contrôle avec des caméras, écoutes et drones, une méfiance face à l'étranger et à l'étrange, la stigmatisation de la critique et l'emprisonnement massif.

L'actuel totalitarisme s'appuie sur les fictions inventées par le droit, comme les personnes non humaines (juridiques) qui aujourd'hui sont les monstres imaginaires qui manient la politique, conduits par des technocrates à la recherche d'une accumulation indéfinie de richesse. Dans ce monde fictionnel l'entrepreneur personne humaine du capitalisme productif a disparu, et l'argent lui-même se gère par ordinateur (sauf celui destiné à de grossières corruptions) ; tout est virtuel et inventé grâce à des rationalisations juridiques.

Dans la part qui nous revient à nous argentins, il est clair que le rôle de certains secteurs judiciaires est quelque chose de plus qu'impudique, mais nous devons aussi observer que l'organisation de notre Pouvoir judiciaire est la plus irrationnelle de tout le droit comparatif, puisque cinq personnes, quand leur vient l'envie de le faire, assument la compétence de dernière instance dans tout procès dans le pays, au milieu d'une anarchie jurisprudentielle qui permet que n'importe quel tribunal résolve ce qu'il veut.

Ce qui est certain, c'est que Julio ne se laisse pas intimider face à cela et le dénonce, et après l'avoir fait, réaffirme ce que je soutiens : le droit est toujours de la lutte et il est politique et, si c'est vrai que la paix ne s'est pas gagnée par des guerres, ce n'est pas moins vrai qu'elle s'est gagnée par des luttes qui n'ont pas lieu d'être violentes, mais juridiques, comme la plainte, puisque notre outil est le discours, dont toutes les dictatures ont peur et c'est pourquoi qu'elles le répriment.

N'ayons pas peur non plus que le caractère politique de la lutte juridique nous salisse en nous dégradant au niveau des nos rivaux, puisque depuis notre trottoir nous ne pourrions jamais tomber dans l'actuelle invention de telles bêtises désopilantes, étant donné que notre objectif politique ne dépend pas aujourd'hui d'une élection subjective arbitraire et ni même supra légale, et comme le signale le droit positif lui-même : la lutte pour le droit ne peut avoir d'autre objectif politique - aujourd'hui et ici - que pousser l'être (la réalité) conformément à un devoir être qui ordonne que tout être humain soit traité comme une personne.

La tâche actuelle est la résistance juridique au totalitarisme *corporate* qui réduit en esclavage des personnes physiques en l'honneur d'une liberté imaginaire de personnes fictives (juridiques). Et nous le vaincrons avec le droit, qu'il faut reconsidérer en repoussant la fiction et en désignant le côté ontologique (réalité) de l'être humain et de la société.

Peut-être nous ne verrons pas tous les résultats de cette adéquation doctrinaire, mais d'autres le verront et il demeurera clair que nous ne gaspillons pas nos vies. Plus encore : peut-être cette conjoncture s'avère le moment dans lequel nous les utilisons le mieux. Et Julio aussi, bien que parfois il fasse de la prose sans le reconnaître. Nous précèdent ceux qui au siècle dernier ont résisté aux totalitarismes horripilants ; aujourd'hui, c'est notre tour d'assumer la résistance face à celui de ce siècle.

Cher Julio : derrière la colonnade de la Faculté de Droit de Buenos Aires (esthétiquement un peu fasciste) il y a des jeunes, et beaucoup d'autres dans les universités de la banlieue et de nos provinces. Ils lisent nos livres, parce que nous sommes les survivants d'une génération formatrice. Julio fait très bien de dénoncer et de se mettre en colère : cela fait partie de l'entraînement pour la lutte dans laquelle nous devons former maintenant nos petits-fils intellectuels.

Eugenio Raúl Zaffaroni*

[Página12](#). Buenos Aires, le 12 août 2017

***Eugenio Raúl Zaffaroni**. (Buenos Aires, le 7 janvier 1940) il est un avocat et un notaire argentin gradué dans la faculté de Droit et de Sciences Sociales de l'Université du Buenos Aires en 1962, docteur des Sciences Juridiques et Sociales par l'Université Nationale du Littoral (1964), et juge de la Cour Suprême de Justice argentine dès 2003, jusqu'à 2014 quand il a présenté sa démission pour être arrivé à la limite d'âge qui fixe la Constitution. Actuellement Juge à la Court Interaméricaine de Droits de l'Homme.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 12 août 2017

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.